

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 33 (1933)

Rubrik: Août 1933

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ordonnance

complétant
celle du 10 novembre 1911
sur le service bourgeois de la tutelle dans la ville de Berne.

15 août
1933

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu les art. 28 et 30, paragraphe 2, de la loi introductory du Code civil suisse, du 28 mai 1911,

arrête :

L'art. 3 de l'ordonnance du 10 novembre 1911 réglant la tutelle bourgeoise dans la ville de Berne est modifié comme suit :

« **Art. 3.** Pour la commune bourgeoise de Berne, l'autorité de surveillance en matière de tutelle est, en première instance, non pas le préfet, mais la Chambre des orphelins.

Cette chambre se compose d'un président, de quatre autres membres et de deux suppléants, que le Conseil-exécutif nomme pour une période de quatre ans, la première période partant du 1^{er} janvier 1912, sur la présentation non obligatoire du Petit Conseil de bourgeoisie et parmi les bourgeois de la ville de Berne possédant le droit de suffrage.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

La chambre ne peut statuer qu'au nombre de trois membres au moins. Il peut être fait appel aux suppléants quand les membres ordinaires sont empêchés en raison de circonstances concluantes, telles que maladie, service militaire, absence du pays, etc.

Berne, 15 août 1933.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le vice-président,

A. Stauffer.

Le chancelier,

Schneider.

22 août
1933

Règlement

concernant

la „Fondation Anna Müller“
de la Maison cantonale de santé de la Waldau.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Vu un testament de feu Anna Müller, du 3 juin 1902;
Sur la proposition de la Direction de la justice,

arrête :

Article premier. La « Fondation Anna Müller » a pour objet de secourir les pensionnaires, tant actuels qu'anciens, de la Maison de santé de la Waldau ainsi que d'améliorer les installations de cet établissement pour le bien de ses malades par des acquisitions, constructions, etc., n'incombant pas à l'Etat de Berne.

Art. 2. Conformément aux intentions de la testatrice, le directeur de la Waldau a la disposition exclusive de la fortune de la Fondation, aussi bien en capital qu'en intérêts. Il peut en particulier acquérir, aliéner, affermer et bailer à ferme des immeubles pour la Fondation.

Art. 3. Au but de la Fondation peuvent être affectés non seulement les intérêts, mais aussi, au besoin, le capital de la fortune de l'institution.

Art. 4. A moins que le directeur de la Waldau n'en dispose autrement dans l'intérêt du but de la Fondation, les biens de celle-ci seront placés productivement à la Caisse hypothécaire du canton de Berne.

Art. 5. La surveillance de la Fondation Anna Müller, selon l'art. 83 C C S. et l'ordonnance du 20 février 1925 concernant la surveillance des fondations, est exercée par la Direction cantonale des affaires sanitaires. 22 août
1933

Berne, 22 août 1933.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le vice-président,

A. Stauffer.

Le chancelier,

Schneider.

22 août
1933

— 52 —

Arrêté
complétant
**le règlement de police sur la navigation
dans le canton de Berne, du 28 janvier 1916.**

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Sur la proposition de la Direction des travaux publics et chemins de fer,
arrête :

Le règlement de police sur la navigation, les bacs et le flottage dans le canton de Berne, du 28 janvier 1916, est complété ainsi qu'il suit :

X bis. Prévention du bruit.

« **Art. 52 bis.** Les propriétaires et conducteurs de canots et bateaux à moteur, doivent pourvoir à une marche silencieuse de ces embarcations au moyen de dispositifs propres à étouffer le bruit du moteur (pot d'échappement, tuyau d'échappement sous l'eau, ou une combinaison de l'un et l'autre). Au besoin, la vitesse sera réduite.

Toutes contraventions à cette prescription seront punies conformément à l'art. 85 du présent règlement, et, en outre, le permis de navigation pourra être retiré par la Direction des travaux publics et chemins de fer jusqu'à ce que l'embarcation ait été munie d'un dispositif amortissant suffisamment le bruit du moteur. »

Le présent arrêté sera publié dans la « Feuille officielle » et inséré au Bulletin des lois.

Berne, 22 août 1933.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le vice-président,
A. Stauffer.

Le chancelier,
Schneider.